

RAPPORT SONDAGE

08/2022

Congolais cherchent démocrates

Entre soif de redevabilité et insatisfaction sociale

Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) a été fondé en 2015 afin de promouvoir une recherche rigoureuse et indépendante sur la violence qui affecte des millions de Congolais. Cela nécessite une approche large. Pour nous, les racines de cette violence se trouvent dans une histoire de gouvernance prédatrice qui remonte à la période coloniale et qui relie les versants des collines du Kivu aux intrigues politiques et à la corruption à Kinshasa, ainsi que dans les capitales d'Europe, de Chine et d'Amérique du Nord. Aujourd'hui, les recherches du GEC visent à expliquer à un large public les interactions complexes entre la politique, la violence et l'économie politique au Congo.

L'ensemble de nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur :

<https://www.congoresearchgroup.org>

Ebuteli est un institut congolais de recherche, partenaire du Groupe d'étude sur le Congo. Nos analyses portent sur la politique, la gouvernance et la violence. Ebuteli, escalier en lingala, se donne ainsi pour mission de promouvoir, à travers des recherches rigoureuses, un débat informé pour trouver des pistes de solution aux nombreux défis auxquels la RDC est confrontée. Dans un environnement très souvent obscurci par des rumeurs faciles à propager, nous espérons que notre travail contribuera à un débat éclairé sur les questions de grande importance nationale.

Le Bureau d'études, de recherche et de consulting international (Berci) est une société à responsabilité limitée dédiée à la mise en oeuvre des projets de recherche et d'évaluation pour améliorer la prise de décisions fondées sur des données factuelles en RDC.

Photo de couverture : une manifestation en marge d'une journée « ville morte » à Goma. Ley Uwera.

Table des matières

Résumé	4
Méthodologie	7
Démocratie sans démocrates	8
Une défiance persistante qui inquiète	9
La démocratie ou rien	12
Exigence d'un État fort et interventionniste	15
L'État décentralisé reste populaire, mais pas dans sa forme actuelle	16
La lutte contre la corruption jugée non satisfaisante	16
Politique sécuritaire décriée	20
Les habitants de l'Est encore plus hostiles aux groupes armés	23
Une forte polarisation de l'Ituri	23
Société plurielle et militante	25
Le déclin de la promotion des femmes en politique	27
L'homosexualité toujours mal vue	27
Un virage vers les pays du Sud et la Chine	28
ANNEXES	30

Résumé

C'est un moment important pour faire le point sur l'opinion politique congolaise. La République démocratique du Congo a passé plus de trois ans et demi sous la présidence de Félix Tshisekedi. Depuis son arrivée au pouvoir, ce dernier essaie de mettre le pays sur une nouvelle trajectoire après 21 ans de règne de Joseph et Laurent-Désiré Kabila.

En même temps, la violence monte dans l'est de la RDC, alimentée par des insurrections brutales dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri et la résurgence du Mouvement du 23 mars (M23) soutenu par le Rwanda. C'est donc un bon moment pour évaluer la perception des Congolais sur l'action gouvernementale, le fonctionnement de l'État et les résultats qui en découlent par rapport à leurs attentes.

Début 2019, après le règne des Kabila, l'alternance pacifique au sommet de l'État avait en effet suscité beaucoup d'espoir de changement. La mobilisation populaire obstinée et l'activisme de la société civile avaient contraint Joseph Kabila, alors président de la République arrivé au terme de son second mandat constitutionnel, à ne pas se représenter. À l'issue d'un processus électoral émaillé de nombreuses irrégularités, Félix Tshisekedi a été déclaré vainqueur. De leur côté, de nombreux observateurs, dont l'Église catholique, des militants et des médias internationaux de premier plan, ont soutenu que les résultats avaient été truqués. Des fuites de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) indiquaient que c'était Martin Fayulu, un autre leader de l'opposition, qui avait en réalité remporté la présidentielle. Ce qui confirme ce que plusieurs sources ont rapporté au sujet d'un deal conclu entre Joseph Kabila et Félix Tshisekedi, le premier

conservant le contrôle du Parlement et du gouvernement et le second accédant à la magistrature suprême.

Même si le nouveau chef de l'État a pu, au bout de deux ans, rompre avec son prédécesseur et former sa propre coalition au pouvoir, la foi de l'électorat dans le processus démocratique a été gravement ébranlée, comme l'ont montré les sondages passés. D'autres actions de Tshisekedi n'ont pas aidé non plus à rassurer les Congolais. Recourant quasiment aux mêmes méthodes décriées sous Kabila, le président de la République a procédé par exemple à des nominations des nouveaux juges à la Cour constitutionnelle. Il a également confirmé des nouveaux membres de la Ceni, malgré la controverse autour du processus à la fois de leur désignation par les différentes parties prenantes au processus électoral et de leur entérinement par l'Assemblée nationale.

Entretemps, l'est du Congo connaît une montée en puissance de la violence. Il y a maintenant 4,8 millions de personnes déplacées dans le pays, un nombre au-dessus du record de fin 2017 lorsque la RDC était devenue [« le pays africain le plus affecté par les mouvements de population avec plus de 4,35 millions de personnes déplacées »](#). Les moteurs de cette violence sont multiples : la résurgence de milices ethniquement enracinées en Ituri et dans les hauts-plateaux du Sud-Kivu, une insurrection de plus en plus brutale des Forces démocratiques alliées (ADF) islamistes à la frontière entre le Nord-Kivu et l'Ituri, et la résurgence de la rébellion du M23 au nord de Goma. Ici aussi, la promesse du président Tshisekedi de ramener la paix dans le pays n'a pas été tenue, malgré ses nombreuses initiatives dans ce sens. Le chef de l'État a, entre autres, proclamé en mai 2021 l'état de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri pour faire face à la violence. Outre le transfert du pouvoir des mains des civils aux militaires, cette initiative a eu peu d'impact sur les quelque 120 groupes armés de la région.

Ce sondage a été réalisé sur le terrain entre mars et juin 2022 - avant le pire des combats avec le M23 et l'initiative de la Communauté de l'Afrique de l'Est d'envoyer une force militaire régionale. Il fournit néanmoins des informations importantes sur la perception populaire de ces opérations et de services de sécurité

en général, mais aussi sur le fonctionnement de l'État congolais et des missions d'observations électorales nationales, qui sont obligées, comme les témoins des regroupements politiques, de créer des alliances pour couvrir toute l'étendue du territoire national. Tous dénoncent déjà des entraves. En plus, en cette fin d'année, l'attention internationale s'est réduite.

Comme souligné dans les deux rapports précédents du GEC, des doutes sérieux pèsent aussi sur le fichier électoral et la machine à voter. Un sentiment de défiance règne entre les acteurs politiques. L'opposition et la société civile mettent en cause la commission électorale et les cours chargées du contentieux, qui, déjà en 2006 et en 2011, avaient été largement critiquées pour leur partialité. Tous ces éléments cumulés pourraient sérieusement remettre en cause la crédibilité des élections prévues pour le 23 décembre 2018.

Dans ce contexte, il y a un sérieux risque de voir des troubles éclater dans plusieurs villes de pays, alors que la campagne électorale est déjà endeuillée. Depuis le report des élections il y a plus de deux ans, on observe une résurgence de conflits, y compris dans les provinces considérées comme les plus paisibles du pays. Si le Congo bascule dans la violence, c'est la sécurité de toute la région qui est menacée.

Méthodologie

Le présent sondage a été réalisé du 25 février au 7 juin 2022 auprès de 5512 personnes âgées de 18 ans et plus. Il a concerné 493 sites d'enquêtes répartis dans les 26 provinces du pays.

C'est la deuxième enquête d'opinion nationale menée conjointement entre le Bureau d'études, de recherches, et de consulting international (Berci) et le Groupe d'études sur le Congo (GEC) de l'Université de New York. Une première en association avec Ebuteli, partenaire de recherche du GEC en RDC.

Cette enquête nationale en face à face sur le lieu de résidence des répondants en âge de voter a été conçue en utilisant la méthode d'échantillonnage avec probabilité proportionnelle à la taille (PPT) - un échantillon de probabilité stratifié en plusieurs étapes.

Les lieux des entretiens ont été choisis au hasard pour pouvoir produire un échantillon représentatif du pays. Dans le cas de cette méthode, plus la taille de l'unité à enquêter est grande, plus sa chance d'être incluse dans l'échantillon est élevée. L'objectif était de donner à chaque citoyen majeur les mêmes chances d'être choisi pour un entretien. Les chances d'atteindre cet objectif ont été améliorées en utilisant des méthodes de sélection aléatoire à chaque étape du processus d'échantillonnage.

Afin d'atteindre 469 emplacements géographiques différents ciblés, 500 collectivités ou unités d'échantillonnage primaire (UAP) ont été sélectionnées (182 quartiers urbains et 318 collectivités locales ou village) au hasard à l'aide de la méthode PPT. Ensuite, le même nombre d'entrevues a été alloué à chaque unité sélectionnée. De cette façon, chaque répondant avait une probabilité égale d'être sélectionné.

Le questionnaire de l'enquête était composé de 119 questions, subdivisées en plusieurs thèmes et sous-thèmes : contexte du pays, démocratie et gouvernance, économie et société, développement et aide internationale, contexte sécuritaire. Il comprenait également une section sur la description sociodémographique du répondant, répartie en 11 questions. Les entretiens ont été traduits dans les quatre langues nationales et le taux de réponse a été de 97,5 %.

[Lire l'intégralité de la fiche méthodologique sur le site du GEC.](#)

Démocratie sans démocrates

En RDC, la confiance dans la démocratie persiste parallèlement à la méfiance à l'égard des gouvernants. Malgré la première alternance pacifique au sommet de l'État en 2019, la confiance du peuple congolais envers le gouvernement et ses institutions démocratiques demeure en effet faible.

Seuls 9,5 % des répondants indiquent par exemple faire « *très confiance* » au gouvernement central et 28 % affirment avoir « *plutôt confiance* ». L'Assemblée nationale s'en tire moins bien, avec seulement 32 % des personnes interrogées faisant preuve d'un certain degré de confiance à son égard.

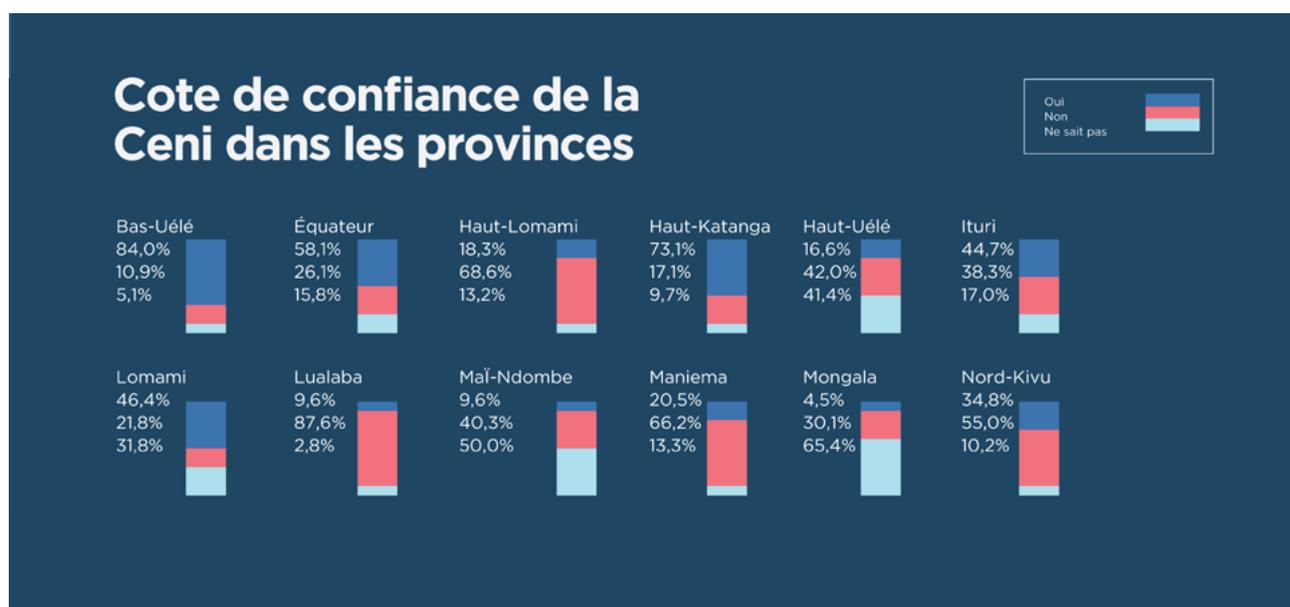
Il s'observe le même faible niveau de confiance pour les autorités provinciales, qui ont manqué de ressources et qui ont connu beaucoup d'instabilité à cause des motions de défiance contre les gouverneurs : la cote de confiance pour les 26 gouvernements provinciaux ne dépasse pas la barre de 32 %, tandis que les assemblées provinciales obtiennent une opinion favorable légèrement supérieure : de 32,5 % des répondants.

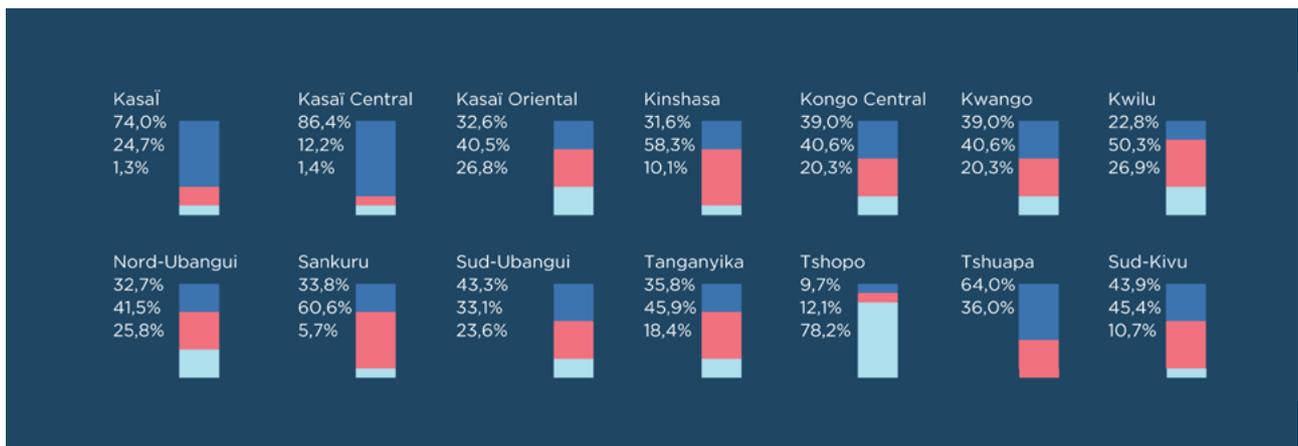
Derrière les services de douane et leurs 27 % de cote de confiance, le système judiciaire dispose du niveau de confiance le plus bas (31 %) de toutes les institutions. À l'inverse, les Congolais sondés font légèrement plus confiance à l'armée (36 %), au système scolaire et universitaire (44 %), aux médias (48 %) et, surtout, aux confessions religieuses (57 %).

Une défiance persistante qui inquiète

Bien qu'encore faible, la cote de confiance des Congolais à l'égard de leur gouvernement a progressé de 0,9 point par rapport aux 36,6 % de [décembre 2021](#). Ce type de défiance n'est nullement l'apanage de la RDC. [Au Royaume-Uni par exemple, seuls 47,7 % des Britanniques font confiance au gouvernement. Ce chiffre est encore plus faible au Brésil \(40,7%\)](#). En Afrique, les gouvernements de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, de la Tunisie, du Nigéria, du Gabon et du Cameroun se retrouvent d'ailleurs tous avec des niveaux de confiance populaire inférieurs à celui de l'exécutif congolais.

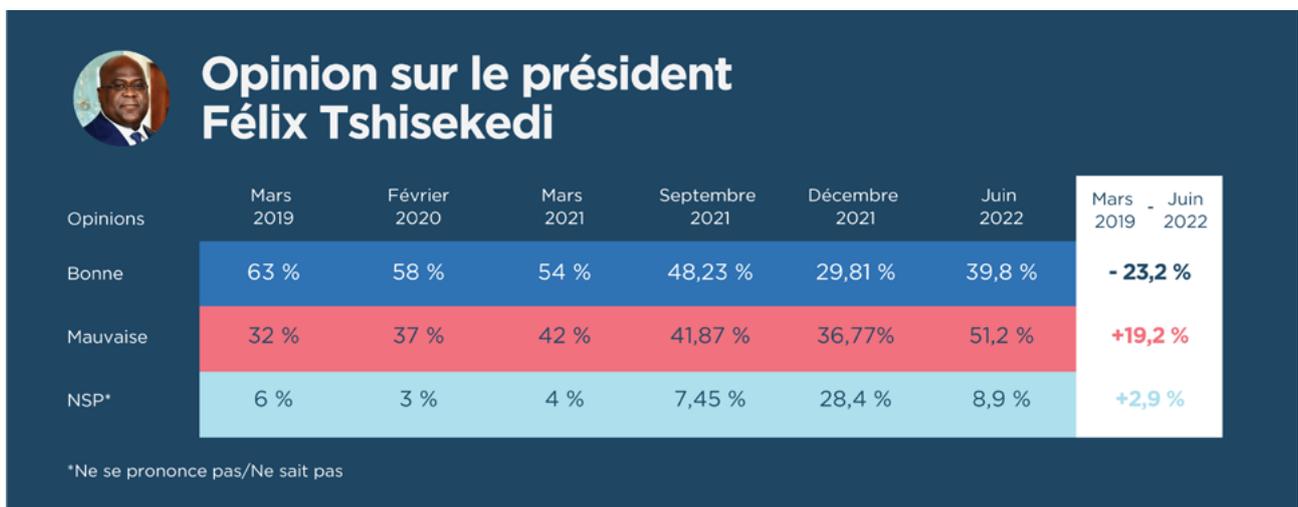
Comme l'indiquait une [note thématique précédant ce rapport et publiée le 10 août](#), le déficit de confiance à l'égard de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) est alarmant. Seulement 39 % des Congolais sondés affirment avoir confiance dans la Ceni pour organiser des élections de manière crédible, libre et transparente. En 2016, lorsque le gouvernement était fortement contesté et le processus électoral compromis par des irrégularités, ce chiffre était plus élevé : 46,5 %. Aujourd'hui, Denis Kadima, le nouveau président de la Ceni, est plus impopulaire avec plus de 42 % d'opinions défavorables que son prédécesseur Corneille Nangaa (38 %) en 2016.





Le fonctionnement actuel des institutions de la République ne satisfait pas les Congolais. Ils ne sont par exemple que 17 % des répondants à soutenir « *fortement la manière dont le président de la République travaille* » ; 37 % autres la soutiennent « *moyennement* » et près de 45 % « *pas du tout* ». Aujourd’hui, 54 % des répondants souhaitent que le prochain président se comporte beaucoup plus comme un « *chef d’État qui arbitre et fixe les orientations* » plutôt que comme un « *chef de gouvernement très présent dans la politique intérieure* » (46 %).

En attendant, Félix Tshisekedi recueille son plus mauvais score en termes d’opinions défavorables (51 %) depuis son avènement au pouvoir en 2019. Mais, en même temps, le chef de l’État améliore sa cote de popularité qui gagne désormais 11 points par rapport à décembre 2011 : Tshisekedi passe de 29 % d’opinions favorables à presque 40 %. Ce qui reste tout de même en deçà de ses 63 % de mars 2019.



Le Premier ministre Sama Lukonde ne fait pas mieux. Seulement 11 % des répondants soutiennent « *fortement* » sa gestion, 30 % « *moyennement* » et 46 % ne la soutiennent « *pas du tout* ». Son gouvernement ne rassure pas non plus : seulement 37,5 % des Congolais sondés lui font confiance. La majorité des personnes interrogées (40 %) considère d'ailleurs qu'« *il est important pour les citoyens de pouvoir demander des comptes au gouvernement* ». Et pour 35 % autres, l'importance, c'est plutôt d'avoir un « *gouvernement qui peut faire avancer les choses* ». De fait, toutes les personnes interrogées voudraient voir le gouvernement rencontrer plusieurs défis dans différents secteurs de la vie nationale. Dans l'ordre des priorités, il s'agit notamment de la sécurité (25 %), du social (20 %), des infrastructures (routes, eau et électricité, 16 %), de l'économie et de l'emploi (14 %) et du « *programme de développement des 145 territoires* » (7 %).

S'agissant particulièrement de soins de santé, la nécessité de mettre en œuvre la couverture santé universelle est plébiscitée par près de 74 % des Congolais sondés. En revanche, la gratuité de l'enseignement de base, une des mesures phares du président Tshisekedi, n'a pas le même engouement, même s'ils sont tout de même 53,5 % des répondants à la soutenir, tout en reconnaissant la faible qualité de l'enseignement dans les établissements publics que cette mesure a induite. Mais 46,5 % souhaitent sa suppression en vue d'élever le niveau de l'enseignement.

En attendant, alors qu'ils étaient majoritaires à penser le contraire à l'arrivée du président Tshisekedi au pouvoir, ils sont désormais 66 % des Congolais interrogés à affirmer que « *les choses ne vont pas généralement dans la bonne direction dans le pays* » contre 34 % des Congolais optimistes. Ainsi, par exemple, contrairement aux Congolais qui pensent que la situation économique actuelle des ménages est meilleure qu'il y a trois ans (10 %), près de 33 % des répondants estiment, eux, que rien n'a changé et 31,5 % estiment que la situation est moins bonne et 11 % considèrent que « *la situation s'est plutôt détériorée* ».

Du côté du Parlement, l'Assemblée nationale affiche quelque 32 % de cote de confiance et la manière dont Christophe Mboso, son président, gère cette chambre basse est jugée totalement

satisfaisante par seulement neuf pour cent des Congolais sondés, soit quatre points de moins que le score attribué à la gestion de Modeste Bahati au Sénat. D'ailleurs, Talatala, le baromètre de l'activité parlementaire et de l'action du gouvernement congolais, a relevé début juillet [que les députés nationaux étaient très concentrés à traiter les matières politiques au détriment de questions sociales](#) très souvent abandonnés dans le tiroir des arriérés législatifs.

Aussi toutes les institutions de la République sont-elles mises en cause par la majorité des Congolais sondés sur l'absence d'informations disponibles concernant leur action. Ils sont 62 % à le penser pour les assemblées provinciales ; 63 % pour le gouvernement central et quasiment 62 % pour l'Assemblée nationale. À titre illustratif, pour ce dernier cas, en dépit des efforts de Talatala pour documenter le sens de vote des députés nationaux, les chiffres officiels sur le vote et la présence des députés aux plénières demeurent inaccessibles.

La démocratie ou rien

Du point de vue de la nature de l'État, 77 % des répondants estiment tout de même que la démocratie est la meilleure forme de gouvernement. Et lorsqu'il leur est demandé d'approuver, ou non, certaines propositions extrêmes, seuls 19 % pensent que le régime du parti unique, similaire à ce que Mobutu Sese Seko avait imposé entre 1970 et 1990, serait préférable ; le soutien au régime militaire paraît également faible avec 24 % d'opinions favorables.

Cela suggère que, malgré le mécontentement sur le fonctionnement des institutions de la République, le soutien à la démocratie elle-même est encore relativement élevé au Congo. Il est en tout cas au-dessus de [la moyenne de 68 % concernant 34 autres pays africains entre 1999 et 2015](#). D'ailleurs, au Congo, seuls quelque 9 % des personnes habitant les milieux urbains soutiennent qu'« *un gouvernement non démocratique peut être préférable* ».

Les Congolais sondés considèrent également que la RDC est un bon élève en matière de garantie et de respect des droits fondamentaux.

Laquelle de ces trois affirmations est plus proche de votre opinion ?

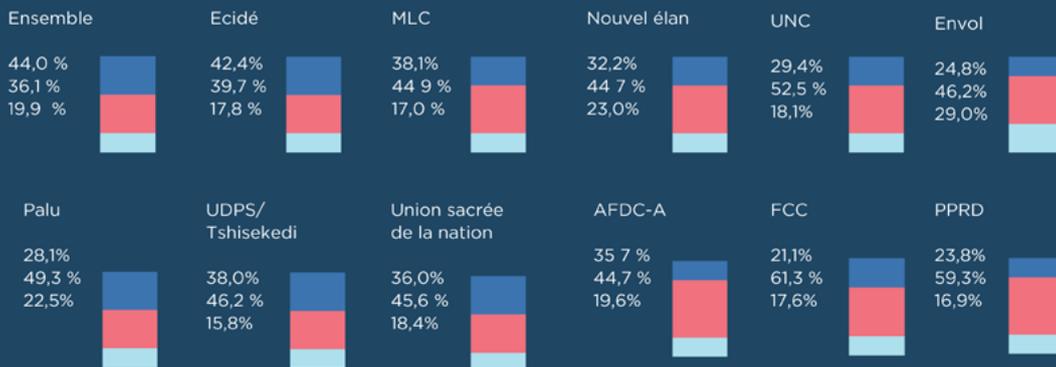
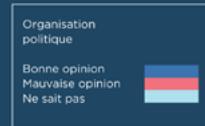
	Milieu rural	Milieu urbain
La démocratie est préférable à tout autre type de gouvernement	82,95%	72,37%
Ne sait pas	82,95%	72,37%
Pour quelqu'un comme moi le type de gouvernement n'as pas d'importance	82,95%	72,37%
Un gouvernement non démocratique peut être préférable	82,95%	72,37%

Ils sont même jusqu'à 85 % à soutenir que l'État congolais garantit le droit de vote, la liberté de culte et de croyance (84 %), de création culturelle et artistique (82 %), de se constituer en syndicats (78 %), la liberté de pensée et d'expression (77 %) et de rassemblement ou de manifestation pacifique (74 %).

Une autre liberté garantie en RDC, c'est celle de créer des partis politiques. Les répondants y sont « *quelque peu d'accord* » à 49 % et « *fortement d'accord* » à 32 %. Ce n'est pas un hasard que le pays connaît une inflation de formations politiques. Le seuil de représentativité instauré en 2017 n'a pas pu, jusqu'ici, changer la donne, malgré l'émergence de quelques grands partis. À ce sujet, les résultats de ce sondage renseignent que 59 % des personnes interrogées ne font pas confiance aux partis politiques. Et seuls 27,1 % d'entre eux ont participé aux activités d'un parti politique en 2021. Elles sont 42 % par ailleurs à être convaincues que « *les partis politiques ne sont que des moyens pour les gens d'obtenir du pouvoir et de l'argent* ».

Qu'en est-il alors de la confiance accordée aux organisations politiques, partis et regroupements compris ? Les Congolais interrogés placent en tête Ensemble de Moïse Katumbi avec 44 % d'opinions favorables. Suivent l'Engagement pour la citoyenneté et le développement (Ecidé) de Martin Fayulu (42 %), le Mouvement de libération du Congo (MLC) et l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) respectivement à 38,1 et 38 %.

Classement. Opinions favorables des organisations politiques



Néanmoins, l'intensité de l'engagement envers la démocratie semble avoir diminué. Lorsqu'on demande aux Congolais quelle devrait être la priorité entre le développement, la sécurité et la démocratie, seuls 18 % soutiennent que les élections constituent la priorité absolue, 46 % affirmant que ces trois objectifs vont de pair. En 2016, ils étaient 38 % à placer les élections comme la priorité la plus importante.

Exigence d'un État fort et interventionniste

Les débats sur le rôle de l'État dans l'économie – un enjeu clé des élections en Amérique latine, en Europe et en Amérique du Nord – sont relativement absents des campagnes électorales congolaises. Pourtant, comme le montre ce sondage, les répondants ont des opinions bien arrêtées sur la taille et le rôle de l'État.

Malgré le manque de confiance aux institutions, 40 % des répondants déclarent « *préférer une économie dirigée par l'État* ». Un chiffre plutôt très élevé compte tenu de la prédominance de l'idéologie du marché libre et de la méfiance à l'égard de l'État. Et, dans un contexte où très peu de Congolais paient l'impôt sur le revenu, près de 41 % des sondés estiment tout de même qu'« *il vaut mieux payer plus d'impôts si cela signifie que le gouvernement fournira plus de services* ».

De même, contrairement aux efforts des bailleurs de fonds comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, 52 % des Congolais interrogés affirment qu'il n'y a pas de problème à avoir trop de fonctionnaires de l'État, même si cela pèse sur la masse salariale publique. Une nette majorité (61 %) des répondants sont également d'accord pour augmenter les droits de douane sur des produits étrangers afin de protéger les entreprises congolaises, même si cela rendrait les produits plus cher. Et 52 % soutiennent aussi que les autorités devraient augmenter les impôts sur les investissements étrangers et interdire l'exportation de produits bruts non transformés.

L'État décentralisé reste populaire, mais pas dans sa forme actuelle

Une tension similaire existe en ce qui concerne la décentralisation. Conformément à la Constitution, la RDC est passée, depuis 2015, de 11 à 26 provinces. Il se pose cependant toujours un problème : le transfert des compétences n'est pas soutenu par le transfert des ressources. Les institutions provinciales demeurent dans une large mesure dépendantes du pouvoir central.

Les résultats de ce nouveau sondage indiquent que plus de 62 % des Congolais interrogés ne font pas confiance à leur gouvernement local. Mais moins de 29 % d'entre eux voudraient se débarrasser des assemblées provinciales. Notons également qu'une nette majorité (59,5%) souhaite élire les gouverneurs de province et sénateurs directement, et non plus indirectement par l'intermédiaire des députés provinciaux, comme c'est actuellement le cas.

Cela pourrait s'expliquer en partie par le fait que, malgré leur mécontentement, les citoyens font davantage confiance aux autorités locales qu'aux autres gouvernants à divers niveaux. Ce sont les autorités locales qui décrochent d'ailleurs la plus grande cote de confiance (44 %) devant toute autre institution gouvernementale, à l'exception notamment des établissements du système scolaire et universitaire. Près de 30 % des Congolais interrogés estiment en revanche que les chefs coutumiers sont « *très corrompus* » et 27 % ne sont pas de cet avis.

La lutte contre la corruption jugée non satisfaisante

La lutte contre la corruption est au centre de la politique du président Tshisekedi depuis son accession au pouvoir en 2019. Des initiatives telles que la création d'une agence de lutte contre la corruption ou la redynamisation de l'Inspection générale des finances (IGF) ont alors été très vite saluées et ont laissé croire en la détermination de l'exécutif à combattre la corruption dans le pays.

C'est également le cas du procès très médiatisé sur la gestion du programme d'urgence des 100 premiers jours du chef de l'État.

Après plus de trois ans au pouvoir, Tshisekedi et sa politique dans ce secteur ne semblent pourtant pas avoir convaincu la majorité des Congolais. Plus de 67 % des personnes interrogées estiment que le gouvernement n'a pas été efficace dans la lutte contre la corruption ces 12 derniers mois. Lors du sondage téléphonique réalisé en décembre 2021, elles étaient déjà 70,3 % à estimer que le niveau de corruption n'a pas changé ou a empiré pendant les six derniers mois, soit sept points de plus par rapport à septembre 2021.

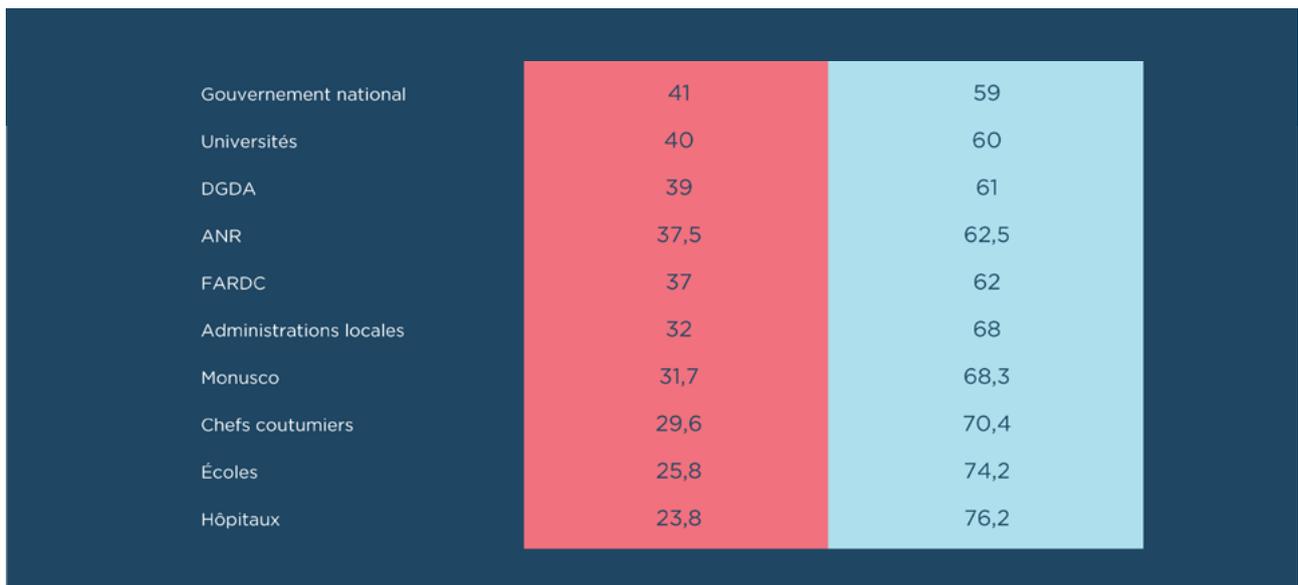
Les résultats du sondage sur la perception de la corruption par institution confirment l'échec de la politique de lutte contre la corruption dans le pays. Au moins quatre personnes interrogées sur dix estiment que les principales institutions du pays ou leurs animateurs sont « *très corrompus* » : gouvernement national (41 %), députés provinciaux (42,2 %), parlementaires nationaux (45,6 %), tribunaux (45,7 %). Chargée d'assurer la sécurité de la population et de leurs biens, la Police nationale congolaise (PNC) trône en tête des institutions les plus corrompues pour 48 % des répondants.

Autrement dit, les institutions chargées de rédiger les lois au niveau national et provincial et celles chargées de faire respecter la loi sont perçues comme étant parmi les cinq institutions les plus corrompues.

Ces résultats confirment ceux des sondages précédents réalisés en septembre 2021 et décembre 2021, lesquels plaçaient déjà le Parlement, le gouvernement central, les cours et tribunaux et la police parmi les institutions les plus corrompues du pays.

Perception de la corruption par institution

Institution	Très corrompue (en %)	Peu ou pas du tout corrompue (en %)
PNC	48	52
Tribunal	45,7	54,3
Parlementaires nationaux	45,6	54,4
Parlementaires provinciaux	42,2	57
DGM	41,4	58,6



Cette perception pourrait expliquer le degré élevé d'insatisfaction des personnes interrogées sur l'action de différentes institutions. Environ six personnes sur dix estiment ne pas être «*très satisfaites*» ou «*pas du tout satisfaites*» de l'action du gouvernement central (57 %), du gouvernement provincial (62 %), ou même de l'Assemblée nationale (62 %) et des assemblées provinciales (64 %).

Ce sondage montre par ailleurs un décalage dans la perception de la corruption entre les institutions du pouvoir central et celles du niveau local telles que les administrations locales. Quatre des cinq institutions perçues comme les moins corrompues - peu ou pas du tout corrompues - sont issues de la gouvernance locale (hôpitaux, écoles, chefs coutumiers ou administration locales), alors que les institutions gérées au niveau provincial ou national sont citées parmi les plus corrompues.

Malgré la forte perception de la corruption au sein des institutions, une grande majorité des personnes interrogées estiment (82%) qu'il ne leur a pas été demandé de payer un pot-de-vin pour obtenir un service public durant ces 12 derniers mois. Seuls 17% affirment avoir reçu une telle sollicitation, notamment de la part de la police nationale (34 %) citée ainsi comme la principale institution qui monnaie le service public.

Dans ce lot des personnes à qui il a déjà été demandé de payer pour obtenir un service public, plus de 80 % disent que cela est arrivé au moins une fois devant un officiel du gouvernement, police et armée comprises.

Quel service vous a-t-il déjà demandé de payer un pot-de-vin pour obtenir ses prestations ?

Institution	Pourcentage
PNC	33,8
ANR	3,9
DGM	3,6
Enseignement	3,3
Chefferie	2,2
FARDC	2,1
DGDA	1,9
Justice	1,4
Commune	1,4
Bureau du quartier	1,4
Regideso	1,3
Service de l'État	1,2
Fonction publique	1,2
Taxateur	1,2
DGI	1,0

Aux côtés de la fraude et de la méfiance à l'égard des politiques pour défendre l'intérêt général, la corruption est également citée parmi les principales causes du refus d'aller voter lors des élections prévues en 2023. C'est en tout cas l'avis de plus de 17% d'abstentionnistes.

Pour une analyse plus approfondie de la perception des élections à venir, voir la note thématique « Élections de 2023 : les Congolais ne se font pas des illusions » en annexe.

Politique sécuritaire décriée

À toutes les questions concernant la sécurité, le même sentiment domine : la sécurité ne cesse de se dégrader. Et ceci semble valable dans tous les secteurs et dans toutes les provinces.

Une nette majorité des personnes interrogées (67 %) estiment ainsi que la police n'a pas été plus efficace pour assurer la sécurité ces 12 derniers mois. Il en va de même concernant les FARDC (63 % de mécontents). Seules 22 % des personnes interrogées estiment que leur sécurité personnelle et celle de leurs biens s'est améliorée depuis trois ans. Le reste se répartit entre ceux pour qui elle est restée identique (34 %) et ceux pour qui elle s'est dégradée (39 %).

Au Nord-Kivu et en Ituri, la perception que la situation sécuritaire s'est dégradée est encore plus aiguë (48 et 43 % respectivement). Ceci souligne que l'état de siège, entré en vigueur dans ces provinces en mai 2021, n'a pas permis de juguler le sentiment d'insécurité.

Quand vous pensez à la sécurité de vos biens et votre personne, pensez-vous que vous êtes mieux aujourd'hui qu'il y a trois ans

(depuis l'arrivée de Félix Tshisekedi au pouvoir) ?

	National	Nord-Kivu	Ituri
Rien n'a changé (identique)	63 %	58 %	54 %
Moins bonne, qu'il y a trois ans	32 %	37 %	42 %

Mieux qu'il y a trois ans	6 %	3 %	4 %
S'est détérioré qu'il y a trois ans	63 %	58 %	54 %
Mieux qu'il y a cinq ans	32 %	37 %	42 %
Beaucoup mieux qu'il y a cinq ans	6 %	3 %	4 %
Ne sait pas	6 %	3 %	4 %

Autre signe de ce manque de confiance en l'État sur les questions sécuritaires : seule une minorité (21 %) des Congolais interrogés estime que le gouvernement dit la vérité sur les questions sécuritaires. Ce sentiment est encore moins répandu dans les provinces en conflit : seuls 13 % des ressortissants du Sud-Kivu, 10 % de ceux du Nord-Kivu et 2 % de ceux de l'Ituri le pensent.

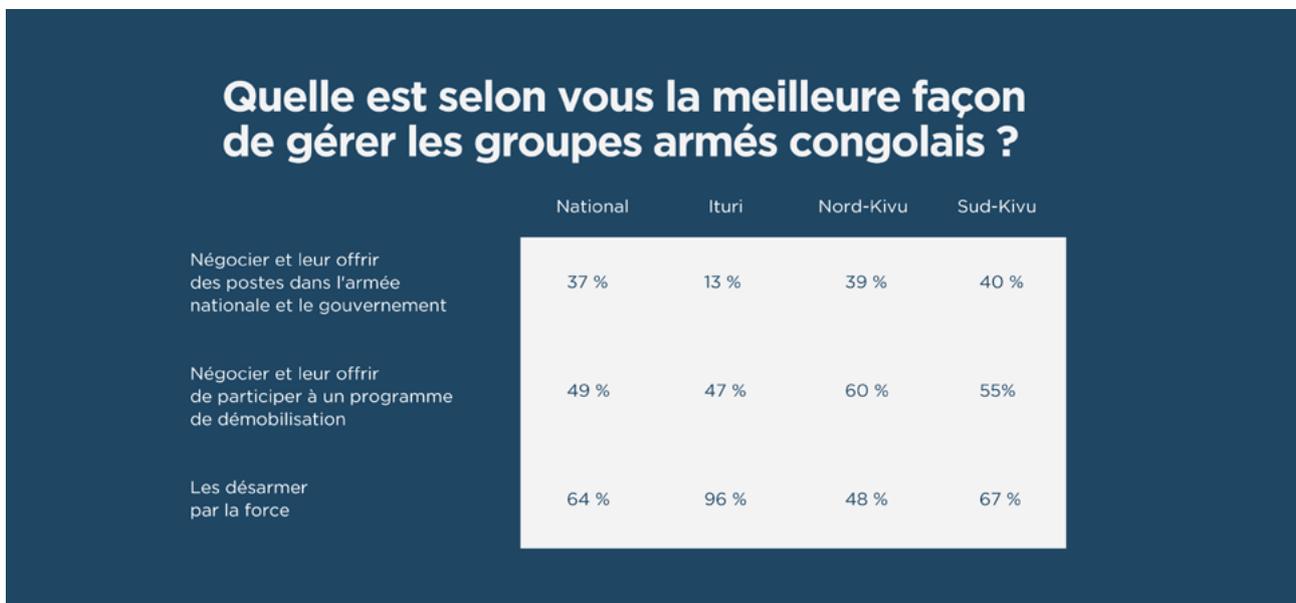
Si les répondants de notre sondage sont critiques vis-à-vis de leur gouvernement, ils le sont tout autant, voire davantage, vis-à-vis de la communauté internationale. Ainsi, la cause perçue comme la plus importante des conflits dans l'est de la RDC est l'« *ingérence du gouvernement rwandais* » (71,9 %), suivie par l'« *ingérence des pays occidentaux* » (71,5 %) et la corruption des institutions (71,3 %).

Lesquels des éléments suivants sont, selon vous, les plus importantes causes de conflit dans l'est du Congo aujourd'hui ?

	National
L'ingérence du gouvernement rwandais	72 %
L'ingérence des pays occidentaux	71,5 %
La corruption des institutions	71 %
La pauvreté et les inégalités sociales	67 %
La faiblesse de l'armée nationale	62 %
L'héritage du colonialisme	59 %

Le sondage illustre aussi les dilemmes auxquels peut être confronté le gouvernement congolais dans sa gestion de la problématique des groupes armés. Ainsi, une nette majorité des personnes interrogées (64 %) estiment que ces groupes devraient être désarmés par la force – un sentiment notablement moins élevé au Nord-Kivu (48 %). C’est pourtant l’option qu’a privilégiée l’administration de Félix Tshisekedi depuis son arrivée au pouvoir, avec notamment le déclenchement de plusieurs opérations militaires contre les Forces démocratiques alliées (ADF) ou encore les Codeco. Néanmoins, sur le terrain, cette approche semble montrer des limites.

Qu’en est-il des autres options ? Celle du programme de démobilisation est reçue de manière ambiguë par les sondés. Moins de la moitié d’entre eux y sont favorables. La possibilité d’offrir des postes à des membres de groupes armés dans l’armée nationale et au gouvernement dans le cadre de négociations est en revanche nettement rejetée partout.



Ceci pourrait expliquer en partie pourquoi le gouvernement congolais refuse de dialoguer avec les rebelles du M23 : les revendications de ce groupe de réintégrer l’armée et de bénéficier d’amnisties, en vertu d’accords antérieurs avec le gouvernement, paraissent aujourd’hui inacceptables pour une majorité de Congolais.



Les habitants de l'Est encore plus hostiles aux groupes armés

Notre sondage invalide aussi l'hypothèse, parfois exprimée par des leaders politiques à Kinshasa tel que Christophe Mboso, président de l'Assemblée nationale, selon laquelle les habitants de l'Est seraient plus complaisants vis-à-vis de la présence de groupes armés sur leur territoire, voire responsables de cette présence.

L'idée selon laquelle « *il est parfois nécessaire de créer un groupe armé pour protéger la population locale* » est en effet plus rejetée dans les provinces de l'est du pays que dans l'ensemble du pays: 70 % des répondants du Sud-Kivu, 74 % de ceux du Nord-Kivu et 90 % de ceux de l'Ituri estiment au contraire que « *les groupes armés finissent toujours par abuser la population locale et ne doivent jamais être soutenus* ». Un taux plus élevé qu'au plan national.

Êtes-vous d'accord avec cet énoncé :
« *Les groupes armés finissent toujours par abuser la population locale et ne doivent jamais être soutenus* » ?

National Ituri Nord-Kivu Sud-Kivu

65 %

90 %

74 %

70 %

Une forte polarisation de l'Ituri

Ce sondage reflète enfin le cas particulier de la province de l'Ituri. Celle-ci se distingue en effet des autres provinces, y compris de celles en conflit, par une polarisation de l'opinion plus accentuée.

Le gouverneur de l'Ituri suscite des réactions beaucoup plus contrastées qu'ailleurs : 52 % des habitants de l'Ituri s'estiment « pas du tout » satisfaits de l'action du chef de l'exécutif provincial, ce qui est un score plus élevé que la moyenne nationale (47 %). Mais, dans le même temps, 36 % des répondants de l'Ituri se déclarent « fortement » satisfaits de cette même action, ce qui est également nettement plus élevé que la moyenne nationale (9 %).

Cette situation est probablement liée au type de conflits qui la touche : ceux-ci semblent avoir une connotation intercommunautaire marquée qu'ailleurs. Les miliciens Codeco sont ainsi principalement issus de la communauté lendu et ciblent régulièrement des membres de la communauté hema. Symétriquement, les miliciens Zaïre-FPAC attaquent davantage les membres de la communauté lendu.

Les habitants de l'Ituri sont alors plus nombreux qu'ailleurs à s'estimer victimes de discriminations liées à leur région, leur tribu ou leur ethnie d'origine : 35 % d'entre eux disent avoir vécu cela dans la dernière année, contre 26 % au plan national.

Pour une analyse plus approfondie de la perception de la Monusco, de l'état de siège, et des interventions étrangères, voir la note thématique « Les Congolais toujours préoccupés par la situation sécuritaire » en annexe.

Société plurielle et militante

Le Congo a une société extrêmement plurielle et dynamique, avec un tableau riche – et parfois cacophonique – d'ONG, de médias, d'associations ethniques et de mouvements sociaux. Un décor que semble apprécier les Congolais interrogés.

En tout cas, certains d'entre eux affichent leur volonté de participer à diverses activités ou événements de ces organisations. Ils sont par exemple près de 30 % à déclarer avoir participé à une marche de protestation, une grève ou une manifestation politique au cours des trois dernières années, contre 7,5 % en 2016.

De même, 24 % affirment qu'ils participeront à des manifestations si les élections à venir sont truquées, contre 8,7 % en 2016.

D'autres indicateurs confirment ce caractère militant de la société congolaise : 28 % déclarent avoir été actifs dans un parti politique au cours de l'année écoulée, 17 % dans un syndicat et 23 % dans une association professionnelle.

Les Congolais sont également optimistes quant au rôle de la société civile et des mouvements sociaux : 52 % disent qu'ils peuvent promouvoir la bonne gouvernance ; bien que 41 % les déclarent dépendantes des partis politiques ou du gouvernement (42 %), ou encore des intérêts étrangers (39 %). Et concernant plus spécifiquement les confessions religieuses, plus de 57 % des Congolais affirment leur faire « *plutôt confiance* » (38,2 %), voire « *très confiance* » (18,9 %).

Il n'est donc pas surprenant de retrouver la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) et le Cardinal Fridolin Ambongo, aux côtés du Dr Denis Mukwege (53 %), prix Nobel de la paix 2018,

sur le podium des personnalités politiques et organisations de la société civile à l'égard desquelles les Congolais ont une bonne opinion. Suivent quelques politiques de premier rang, notamment Moïse Katumbi (44 %), Martin Fayulu (42 %) et Adolphe Muzito (38 %). Même si presque tous n'ont pas amélioré leur performance par rapport à décembre 2021.

Pourcentages des bonnes opinions sur les personnalités politiques et les organisations de la société civile

	Mars 2019	Février 2020	Mars 2021	Septembre 2021	Décembre 2021	Juin 2022
Denis Mukwege	82 %	-	77 %	57,47 %	59,27 %	52,6 %
CENCO	67 %	81 %	70 %	43,92 %	52,16 %	48,8 %
Fridolin Ambongo	-	83 %	66 %	53,11 %	47,06 %	47,7 %
Moïse Katumbi	69 %	75 %	59 %	45,90 %	43,61 %	44,4 %
Martin Fayulu	-	-	-	-	-	42,1 %
CLC	67 %	79 %	66 %	43,73 %	55,65 %	41,1 %
Adolphe Muzito	-	-	-	-	-	37,6 %
Jules Alingete	-	-	-	47,22 %	46,90 %	37,5 %
Jean-Pierre Bemba	-	63 %	45 %	40,44 %	39,68 %	36,2 %
Éve Bazaïba	57 %	52 %	52 %	47,24 %	46,47 %	35,4 %
Modeste Bahati	69 %	40 %	-	40,98 %	36,4 %	30,0 %
Patrick Muyaya	-	-	-	-	-	29,3 %
Vital Kamerhe	-	-	-	-	-	29,1 %
Dodo Kamba	-	-	-	-	-	28,8 %
Denis Kadima	-	-	-	-	-	28,2 %
Noël Tshiani	-	-	-	33,77 %	39,93 %	27,3 %
Augustin Kabuya	-	-	-	-	-	26,7 %
Joseph Kabila	-	-	-	-	-	26,2 %
Olivier Kamitatu	-	-	-	-	-	25,7 %
Nicolas Kazadi	-	-	-	-	35,07 %	23,5 %
Christophe Lutundula	-	-	-	-	36,31 %	23,3 %
Christophe Mboso	-	-	-	-	-	22,8 %
Jean-Marc Kabund	-	-	43 %	30,37 %	34,51 %	21,3 %

Le déclin de la promotion des femmes en politique

Les femmes sont confrontées à une discrimination persistante dans la société congolaise et sont touchées de manière disproportionnée par la violence et la pauvreté. La Constitution exige que le gouvernement s'efforce d'atteindre la parité hommes-femmes dans les institutions nationales, mais le Parlement n'a toujours pas adopté des lois pour la mise en œuvre concrète de cette disposition. Aujourd'hui, le pays ne compte que 68 députées sur un total de 500 élus que compte l'Assemblée nationale et 15 ministres femmes sur 56 membres du gouvernement.

Par rapport à notre sondage de 2016, le soutien aux femmes en politique semble avoir diminué. Désormais, seuls 48 % affirment que des efforts doivent être faits pour que la moitié des candidats aux élections soient des femmes, contre 64,6 % en 2016. Et 58 % disent qu'ils apporteraient leur soutien pour l'élection d'une femme présidente de la République. C'est deux points en moins qu'en 2016.

Pour une analyse plus approfondie de la perception des femmes en politique, voir la note thématique spécifique en annexe.

L'homosexualité toujours mal vue

L'homosexualité n'est pas criminalisée au Congo, mais le pays n'a pas non plus de lois spécifiques protégeant ou accordant des droits aux homosexuels. En réponse à la question de savoir si les droits des homosexuels devraient être protégés, y compris le droit de se marier, 76 % des Congolais sondés disent ne pas être d'accord.

Par ailleurs, la plupart des personnes interrogées sont profondément critiques à l'égard du secteur de la justice : près de 63 % d'entre elles pensent que la justice n'est pas indépendante. Elles sont dans la même proportion ne pas non plus lui faire confiance.

Pourtant, 63 % des répondants souhaitent la « *création d'un tribunal congolais pour juger les criminels de guerre* ». Et, même s'ils sont généralement méfiants à l'égard de la communauté internationale, 59 % d'entre eux sont d'accord pour que des juges et procureurs étrangers siègent dans cette juridiction. Il s'agit toutefois d'une baisse significative par rapport au sondage de 2016. À l'époque 76,4 % souhaitaient un tel tribunal et 71,4 % étaient favorables à ce que des magistrats étrangers y participent.

Un virage vers les pays du Sud et la Chine

La popularité des pays partenaires étrangers du Congo est également en train de changer. Dans le passé, l'opinion populaire était la plus favorable aux pays occidentaux. En 2016, lorsqu'on demandait aux Congolais de citer les pays jouant un rôle positif au Congo, les répondants plaçaient en tête les États-Unis avec 73,3 %, suivis de la France (71,1 %), de la Belgique (67,4 %), de la Chine (65,4 %) et du Royaume-Uni (65,1%). Les pays africains étaient perçus moins favorablement, surtout les voisins de la RDC. Alors que 61,4 % pensaient que l'Afrique du Sud jouait un rôle positif, les chiffres étaient inférieurs pour l'Angola (49,5 %), la République du Congo (35,7 %), l'Ouganda (15,4 %) et le Rwanda (10,7 %). La cote de popularité de ces deux derniers pays semblent toutefois s'être améliorée par rapport à 2016 : 19 % pour le Rwanda et jusqu'à 32 % pour l'Ouganda.

Aujourd'hui, le plus grand nombre de répondants sont favorables à la Turquie (65%). La visite à Kinshasa de Recep Tayyip Erdoğan, président turc, au moment du processus de réalisation de ce sondage, a peut-être joué un rôle à cet égard.

Les deux autres partenaires de la RDC considérés comme plus populaires sont la Chine (63,5 %) et le Japon (62,6 %). Ils sont suivis par le Royaume-Uni (61,4 %), les Pays-Bas (60,6 %), l'Afrique du Sud (59,4 %), les États-Unis et l'Angola (59,3 %), la Belgique (58,5%) et la France (58,3%). Ceci est conforme à la situation dans d'autres pays africains. Un sondage publié en juin 2022 par The Ichikowitz Family Foundation, groupe de réflexion basé à

Johannesburg, suggère que la majorité des jeunes Africains de 14 pays considèrent la Chine comme l'acteur étranger le plus influent sur le continent. Soixante-dix-sept pour cent d'entre eux affirment donc que la Chine est l'acteur étranger ayant le plus grand impact en Afrique.



Annexes

Note thématique 1.

[Les Congolais toujours préoccupés par la situation sécuritaire](#)

Note thématique 2.

Élections de 2023 : [Les Congolais ne se font pas des illusions](#)

Note thématique 3.

[Perception des femmes en politique : les Congolais sont-ils prêts à élire une présidente de la République ?](#)

L'ensemble de nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur www.congoresarchgroup.org et sur www.ebuteli.org

Fondation Berci, asbl

c/o 480, Avenue Kasā
Kinshasa, Commune de la Gombe
République démocratique du Congo
@bercisondage
Berci65@yahoo.fr

Ebuteli/GEC

1 Av de la paix, Kinshasa, Gombe
@GEC_CRG @ebuteli
www.congoresarchgroup.org
www.ebuteli.org

**Center on International
Cooperatition**

726 Broadway, Suite 543
NY 10003, New York

Groupe d'étude sur le Congo et Ebuteli avec Bureau d'études,
de recherche et de consulting international

RAPPORT SONDAGE 08/2022